



Un super gazoduc coûteux et sujet à polémique

Par [Humberto Márquez](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2006

IPS Noticias, Risal (traduction en français)

14 mars 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Le gazoduc sud-américain qui traversera l'Amazonie pour transporter du combustible depuis la mer des Caraïbes jusqu'au Rio de la Plata [entre l'Uruguay et l'Argentine] est encore un rêve, mais les soudures de ses tubes laissent déjà entrevoir des problèmes économiques, politiques et environnementaux.

Le projet consiste à transporter du gaz par des tuyauteries, depuis des gisements situés dans la zone sud des Caraïbes et sur la côte Atlantique du Venezuela, vers le Brésil et l'Argentine, sur un parcours de 7 000 à 9 300 kilomètres, selon différentes estimations, en se connectant à des installations déjà existantes en Bolivie, au Chili, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay.

Quand les présidents Nestor Kirchner pour l'Argentine, Luis Ignacio Lula da Silva pour le Brésil et Hugo Chavez pour le Venezuela ont lancé le projet l'année dernière, on parlait d'un coût de 7 milliards de dollars, mais le chiffre de 25 milliards circule aujourd'hui.

Il y a également une incertitude quant à la capacité du Venezuela à assurer un approvisionnement à la hauteur des prévisions et le projet est loin de pouvoir se prévaloir d'un tracé définitif et d'un échéancier, et la possibilité d'obtenir du gaz à des conditions plus économiques est source de polémiques dans la région.

Au Venezuela, des organisations écologistes ont lancé leurs premières mises en garde sur l'impact environnemental du gazoduc et exigent un débat public sur les tenants et aboutissants du projet.

Ildo Sauer, directeur du département Gaz et Énergie du géant brésilien Petrobrás, a déclaré la semaine dernière [semaine du 12 au 19 février 2006] que grâce au projet, son pays pourrait économiser 11 milliards de dollars annuels sur les importations de gaz en achetant le combustible à un prix équivalent à 26 dollars le baril (unité de mesure pétrolière valant 159 litres).

L'entreprise publique Petrobras, selon Globonews, compterait sur une offre du Venezuela de lui vendre du gaz à un prix subventionné pour garantir son adhésion au projet, à hauteur d'environ un dollar pour chaque million de BTU (unité thermique britannique), tandis que le Brésil s'approvisionne actuellement auprès de la Bolivie pour un prix de 3,23 dollars par million de BTU.

A La Paz, qui débattrait de nouveaux prix avec le Brésil au cours du mois de mars, l'annonce a été considérée comme un « ballon d'essai des multinationales au moment où nous allons

vers une nationalisation des hydrocarbures », selon le député de la majorité Gustavo Torrico.

Oscar Ortiz, de l'opposition, a considéré qu'il s'agissait d' « une gifle, une concurrence déloyale » du Venezuela envers la Bolivie, et a demandé au gouvernement d'Evo Morales de prendre ses distances avec Caracas.

Le ministre vénézuélien de l'Energie, Rafael Ramirez, a contredit cette version, arguant du fait que « le prix d'un dollar ne couvre même pas les coûts de production off shore au Venezuela, qui sont de 1,60 dollars par million de BTU. Nous annoncerons le prix une fois l'itinéraire défini, mais il ne sera en aucun cas inférieur à cinq dollars », a-t-il assuré.

Mais le président bolivien Morales a déclaré le mardi 21 février : « On ne peut croire que moyennant un tel investissement, le gaz vénézuélien puisse coûter moins cher au Brésil, c'est une idée absurde qui n'a pas de fondement ».

Des techniciens vénézuéliens, brésiliens et argentins continuent de travailler sur la définition d'un projet que Kirchner, Lula et Chavez puissent adopter lorsqu'ils se réuniront le 11 mars [1] dans le district argentin de Mendoza, après avoir assisté à l'investiture de Michelle Bachelet à la présidence du Chili.

Une délégation de la société russe Gazprom est entrée en contact avec les autorités pétrolières du Venezuela et du Brésil ces dernières semaines pour leur manifester son intérêt à participer à la construction du gazoduc.

Le projet, considéré comme étant le plus ambitieux des projets d'infrastructure physique en Amérique du Sud, abordera le tracé, les coûts, le financement, la production et l'approvisionnement en gaz, ainsi que les interactions avec le réseau déjà existant.

Il s'inscrit dans le cadre de l'alliance énergétique entre Etats de la région, Petrosur [2], et de l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du sud (IIRSA) [3], présentée par Brasilia comme le soutien matériel concret de la toute récente Communauté sud-américaine des nations (CSN) [4].

Chaque chapitre suscite des polémiques. « Le plan consistant à traverser la Guyane vénézuélienne et l'Amazonie devrait alarmer ceux qui s'inquiètent pour ce poumon de la planète, foyer, par ailleurs, de cultures aborigènes », ont déclaré à IPS des membres de l'organisation de défense de l'environnement vénézuélienne Red Alerta Petrolera-Orinoco Oilwatch.

Ils ont mis en avant l'exemple du gazoduc de Camisea, au Pérou, « un réseau de canalisations pour transporter du gaz d'Amazonie jusqu'à la côte pacifique péruvienne qui en quelques années d'existence accuse déjà quatre fuites importantes de gaz liquide qui ont occasionné des dommages à l'environnement et aux populations ».

Il s'agit d' « un plan de développementisme néolibéral des plus vieux jeu et primitifs » qui promet un combustible plus propre que le brut, « mais qui génère des risques opérationnels importants, qui contribue comme le pétrole au réchauffement de la planète, qui impliquerait des déforestations le long du tracé et est exposé à d'éventuelles catastrophes naturelles ou autres sabotages », ont-ils critiqué.

Le réseau écologiste demande une suspension du projet jusqu'à ce que soit organisé un

débat démocratique régional sur sa pertinence et rappelle qu'il existe « des options moins compromettantes et onéreuses », comme le transport par bateaux citernes.

Des experts comme Luis Giusti, ex-président du géant national PDVSA (Petroleos de Venezuela) sont également de cet avis. Selon lui, « ce n'est pas par hasard que pour les distances supérieures à 3 000 kilomètres, le transport du gaz liquide par bateaux citernes est privilégié ».

Il rappelle que dans le cône Sud, « les marchés du gaz naturel sont régulés, alors que les prix requis pour justifier un investissement de 25 milliards de dollars excéderaient les 20 dollars par million de BTU, que pas même le marché dérégulé n'atteint ».

Mais la capacité d'approvisionnement constitue l'autre problème. Chavez a assuré que son pays détenait des réserves suffisantes pour fournir la région « pour 100 ans ».

Le Venezuela a des réserves de 149 milliards de pieds cubiques (4,2 milliards de mètres cubes) de gaz naturel, soit 56% des réserves de toute l'Amérique latine et des Caraïbes, bien que sa production soit inférieure à celle de l'Argentine ou du Mexique.

« Mais une grande partie de ce gaz n'est pas libre mais associé à du pétrole » a rappelé l'expert Elie Habalian à IPS, ancien représentant du Venezuela auprès de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ce qui signifie que des investissements considérables sont nécessaires à son extraction pour produire du brut et en outre réinjecter du gaz dans les gisements qui extraient de l'« or noir ».

La production de gaz du Venezuela est proche de ce que le pays consomme, et pour les villes et les raffineries de sa partie occidentale, il prévoit d'importer le liquide de Colombie durant le prochain quinquennat ; pendant ce temps, le Venezuela développe de nouveaux projets et enquêtes de terrain sur la plate-forme Atlantique face au delta de l'Orénoque et sur son littoral caribéen.

Selon Luis Rojas, ex-cadre dirigeant de la compagnie nationale de gaz, ces projets peuvent produire assez de gaz libre pour résoudre le déficit de 2 milliards de pieds cubiques (56 millions de mètres cubes) quotidiens auquel le pays devra faire face avec son programme visant à approvisionner en gaz des foyers et des industries dans les 20 principales villes et remplacer par ce fluide les 120 000 barils quotidiens de combustible liquide que consomment ses usines thermoélectriques.

Le gazoduc, a rappelé le groupe d'opinion nationaliste Soberania (Souveraineté), servira au transport de 150 millions de mètres cubes ou 5 300 millions de pieds cubiques de gaz par jour, « la bagatelle de 46% de la production de gaz » de Petroleos de Venezuela (PDVSA).

« Le fameux pipe-line ne parcourra plus 7 000 ou 8 000 kilomètres mais 9 283, selon Petrobrás, et ne coûtera pas entre 17 et 20 milliards de dollars mais 23,27 milliards. Une telle précision étonne », dit un texte de spécialistes du secteur pétrolier de Soberania, au sujet d'informations émanant de l'entreprise brésilienne.

En définitive, les présidents devront éclaircir les modalités de financement de l'ambitieux projet, dont il convient de défalquer les apports de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Corporation andine de financement (CAF). Cette dernière, pour toutes ses opérations, octroie des subventions de 3,5 milliards de dollars annuels.

NOTES:

[1] [NDLR] Article publié sur IPS Noticias le 22 février 2006.

[2] [NDLR] Le projet de création de la plus grande industrie pétrolière du continent, Petrosur, envisage de réunir les entreprises pétrolières publiques d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, d'Equateur et du Venezuela pour mettre à profit leur potentiel commun et créer les moyens d'éliminer le déficit énergétique des autres pays d'Amérique latine.

[3] [NDLR] L'IIRSA est un vaste programme de construction de nouvelles routes, de ponts, de voies fluviales et de liaisons énergétiques et de communication spécialement dans les zones tropicales et andines. C'est un des résultats du premier sommet sud-américain des présidents (2000). Elle peut compter sur le financement de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Corporation andine de financement (CAF), du Fonds financier du bassin de la Plata (FONPLATA) et d'agences gouvernementales brésiliennes.

[4] [NDLR] Sorte de fusion élargie du Mercosur et du pacte andin, la CSN, lancée à Cuzco en décembre 2004, comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Venezuela, la Colombie, le Pérou, l'Equateur, le Surinam, l'Uruguay, la Guyana, le Chili et le Paraguay.

Lire Eduardo Gudynas, [Les difficiles chemins de la « Communauté sud-américaine des nations »](#), RISAL, 10 avril 2005 ; Raúl Zibechi, [Amérique du Sud : l'intégration régionale à la croisée des chemins](#), RISAL, 19 octobre 2005.

Source : IPS Noticias (www.ipsnoticias.org/), Caracas, 22 février 2006.

Version française: www.risal.collectifs.net/.

La source originale de cet article est IPS Noticias, Risal (traduction en français)
Copyright © [Humberto Márquez](#), IPS Noticias, Risal (traduction en français), 2006

Articles Par : [Humberto Márquez](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca